



Communiqué de presse

Soutien de la FSU aux militant·es de la Confédération paysanne après l'action du 05.12

La FSU salue l'action du jeudi 5 décembre au Grand Palais à Paris, à l'appel de la Confédération paysanne, à l'occasion de la 64^{ème} Bourse de commerce européenne, rendez-vous international des grands acteurs du commerce des céréales. Cette action pacifique a permis de dénoncer la spéculation éhontée sur les matières premières indispensables à l'alimentation humaine et animale, qui enrichit les spéculateurs ne fournissant aucun travail productif et appauvrit les paysan·nes dont le travail est pourtant essentiel pour nourrir les populations. Comme la Confédération paysanne, la FSU revendique que tou·tes les travailleur·euses puissent vivre dignement de leur travail. Elle s'oppose également au projet d'accord Mercosur, qui ne peut qu'aggraver la crise actuelle du monde paysan et fragiliser la souveraineté alimentaire de la France, au détriment des populations les plus fragiles et des pratiques agricoles vertueuses pour l'environnement.

La FSU condamne la répression disproportionnée de cette action pacifique, par le passage des manifestant·es et la mise en garde à vue de cinq militant·es ayant participé à l'action. Elle souligne que l'Etat n'a pas réprimé les manifestations organisées par d'autres syndicats agricoles depuis le début de l'année 2024, qui ont pourtant souvent conduit à des dégradations coûteuses pour les deniers publics et à des menaces à l'encontre des agents de l'Etat en charge des contrôles sanitaires dont la mission est de faire respecter la loi.

Cette différence de traitement entre des actions revendicatives du monde agricole est tout simplement honteuse et montre bien que le gouvernement désormais démissionnaire défend plus les intérêts des grands céréaliers et des spéculateurs que ceux des petits producteurs qui font pourtant vivre les campagnes et créent plus d'emploi en France que l'agriculture industrielle.

Bagnolet, le 6 décembre 2024